

Note

(1) *Session 2014-2015.*

Documents du Parlement wallon, 158 (2014-2015) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 6 mai 2015.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance plénière du 7 mai 2015.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202341]

7 MEI 2015. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapcommissie betreffende de vaststelling en het beheer van een Franstalig kwalificatiekader voor een levenslange opvoeding en vorming, afgekort « C.F.C. » (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Enig artikel. Het samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapcommissie betreffende de vaststelling en het beheer van een Franstalig kwalificatiekader voor een levenslange opvoeding en vorming, afgekort « C.F.C. », is goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 mei 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

Stukken van het Waals Parlement 158 (2014-2015) nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 6 mei 2015.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare vergadering van 7 mei 2015.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202342]

26 FEVRIER 2015. — Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. »

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération conclu à Bruxelles, le 27 mars 2009, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

Vu la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie (CEC);

Considérant qu'il est fondamental de faciliter pour le citoyen l'apprentissage tout au long de la vie en garantissant davantage de lisibilité et de cohérence au parcours de formation tant aux niveaux régional, communautaire, fédéral qu'europpéen;

Considérant la nécessité de référencer le Cadre francophone des Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CFC) au cadre européen;

Considérant l'approbation par les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française le 12 décembre 2013 et par le Collège de la Commission communautaire francophone le 28 novembre 2013 de la note d'orientation relative à la création du cadre francophone des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CFC);

Considérant l'approbation du rapport de référencement par l'EQF-Advisory Group le 16 décembre 2013, confirmant la compatibilité du Cadre francophone de Certification avec le Cadre européen de Certification;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, en la personne de sa Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance, Mme Joëlle Milquet, en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, M. Jean-Claude Marcourt, en la personne de sa Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, Mme Isabelle Simonis,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Paul Magnette et en la personne de sa Ministre de l'Emploi et de la Formation, Mme Eliane Tillieux,

et

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de sa Présidente, Mme Fadila Laanan et en la personne de son Ministre de la Formation professionnelle, M. Didier Gosuin,

Ci-après dénommées les parties à l'accord, ont convenu de ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Dans le présent accord de coopération, il faut entendre par :

1° Acquis d'apprentissage : dans l'enseignement et la formation professionnels : énoncé de ce que l'apprenant doit savoir, comprendre et être capable de réaliser au terme d'un processus d'éducation et de formation; dans l'enseignement supérieur, énoncé de ce que l'étudiant doit savoir, comprendre et être capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage, d'un cursus ou d'une unité d'enseignement validée; les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences;

2° AEF-Europe : l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, créée en vertu de l'article 4 de l'accord de coopération du 19 octobre 2006 relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

3° AEQES : l'Agence pour l'Evaluation de la Qualité de l'Enseignement supérieur de la Communauté française, créée par l'article 2 du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française;

4° ARES : l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, l'instance visée à l'article 20 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

5° Autorité compétente : les autorités délivrant des certifications visant des formations reconnues et validées par les pouvoirs publics, à savoir les institutions publiques d'enseignement, les institutions d'enseignement subventionnées pour accomplir des missions d'intérêt public, les institutions publiques et organismes d'intérêt public (OIP) en charge de la formation professionnelle et de la validation des compétences et le Gouvernement de la Communauté française, pour ce qui concerne les certifications sanctionnant des formations aux métiers du sport organisées en application du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;

6° Bruxelles-Formation : l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, créé par l'article 2 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle;

7° Cadre des certifications : instrument de classification des certifications en fonction d'un ensemble de critères correspondant à des niveaux d'acquis d'apprentissage déterminés;

8° Certification : résultat formel d'un processus d'évaluation et de validation obtenu lorsqu'une autorité compétente relevant de l'enseignement ou de la formation professionnelle - établit qu'un individu possède, au terme d'un processus d'éducation, de formation ou de validation des compétences, les acquis correspondant à une norme donnée;

9° Certification d'enseignement : certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant le développement personnel, la poursuite d'études ou de formation, l'accès à la vie professionnelle;

10° Certification professionnelle : certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant la poursuite de formation, l'insertion ou le maintien sur le marché de l'emploi ou la spécialisation professionnelle; la certification professionnelle peut, le cas échéant, permettre aussi la poursuite ou la reprise d'études moyennant valorisation par l'enseignement des compétences certifiées en formation professionnelle;

11° Chambre des Métiers du SFMQ : la Chambre visée par l'article 7 de l'accord de coopération conclu à Bruxelles, le 27 mars 2009, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications;

12° Consortium de validation des compétences : le consortium chargé d'organiser le processus de validation des compétences, institué par l'article 4 de l'accord de coopération du 24 juillet 2003 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire française, relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue;

13° Descripteurs : les critères définis, d'une part, en termes de savoirs et d'aptitudes et, d'autre part, en termes de contexte, autonomie et responsabilité, permettant de référer les acquis d'apprentissage certifiés à un des huit niveaux de certification du CFC;

14° Emploi : l'objet d'un contrat de travail passé entre un employeur et un travailleur par lequel le travailleur s'engage contre rémunération à fournir un travail sous l'autorité de l'employeur ou, dans le cas d'un travailleur indépendant, l'exercice d'une activité professionnelle, en raison de laquelle le travailleur n'est pas engagé dans les liens d'un contrat de louage de travail ou d'un statut;

15° FOREm : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, institué par l'article 2 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

16° Grappe de métiers : énumération structurée de l'ensemble des métiers liés par un même type de production, de services visant à préciser la portée d'un métier par rapport aux métiers voisins, à déterminer les éventuelles parties communes entre métiers, à hiérarchiser les métiers au sein de la grappe en fonction de différents critères (autonomie relative, complexité des activités et des contextes, aspects intersectoriels...), à cerner une zone de mobilité professionnelle et à anticiper des parcours de formation; la grappe précise aussi l'accroche des métiers au Répertoire opérationnel des Métiers et des Emplois (Rome V3);

17° Gestion de la qualité : les processus mis en œuvre par les différents acteurs de l'enseignement et de la formation professionnelle pour garantir la qualité des formations qu'ils délivrent et la correspondance des certifications octroyées avec les référentiels définissant les acquis d'apprentissage au terme de la formation;

18° IFAPME : l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, créé par l'article 3 du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

19° Métier : un ensemble cohérent d'activités professionnelles réalisées par une personne dans le cadre d'un processus productif;

20° Profil de formation : le profil établi par la Chambre Enseignement-Formation du SFMQ et composé des unités d'acquis d'apprentissage associées aux activités clés métier ainsi que d'un profil d'évaluation et d'un profil;

21° Référentiel métier : le document qui fixe l'intitulé du métier, définit le métier en termes de productions et de services attendus, le situe par rapport aux métiers proches, au niveau de responsabilité et au niveau de spécialisation;

22° Référentiel de compétences : document reprenant, pour l'enseignement supérieur, l'ensemble structuré de compétences spécifiques à un grade académique, un titre ou une certification de l'enseignement supérieur;

23° Référentiel de formation : document reprenant, pour la formation professionnelle, un ensemble d'activités, de contenus de formation et/ou de méthodes mises en œuvre pour réaliser les objectifs de formation définis préalablement en termes d'acquisition de savoirs, d'aptitudes et de compétences; les activités, contenus et méthodes sont organisés dans un ordre logique et sur une période déterminée;

24° SFMQ : le Service francophone des Métiers et des Qualifications, institué par l'article 2 de l'accord de coopération conclu à Bruxelles, le 27 mars 2009, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications;

25° SFPME : le Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises (SFPME) service créé au sein de l'administration de la Commission communautaire française;

26° Unités d'acquis d'apprentissage : ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage qui peut être évalué ou validé.

TITRE II. — Le Cadre francophone des Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie

Art. 2. § 1^{er}. Il est institué, par les Gouvernements et le Collège, un Cadre francophone des Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, en abrégé CFC.

Ce cadre d'intérêt public et régulé par les pouvoirs publics vise à :

1° favoriser la continuité et la progressivité des parcours d'apprentissage des citoyens :

a) en facilitant la gestion de ces parcours entre opérateurs d'enseignement, de formation professionnelle et de validation des compétences;

b) en facilitant l'articulation entre formation initiale et continue;

c) en favorisant, au sein des parcours, la reconnaissance des acquis tant formels que non formels et informels;

2° renforcer la qualité intrinsèque des processus d'enseignement, de formation et de validation des compétences en veillant à l'adéquation du positionnement de chaque certification à un niveau donné du cadre;

3° accroître la lisibilité en Belgique et dans l'Union européenne, des certifications de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Commission communautaire française et, ainsi :

a) faciliter l'établissement des correspondances entre les systèmes de certification des différents pays et régions;

b) permettre aux personnes et aux employeurs d'utiliser le CFC pour mieux comprendre et comparer les niveaux de certification de différents pays, régions et systèmes d'éducation et de formation.

En lui-même, le CFC ne modifie en rien les effets de droit associés aux différentes certifications; il n'en introduit pas de nouveaux.

§ 2. Le CFC est un cadre à double entrée permettant le positionnement de certifications délivrées, d'une part, par des acteurs de l'enseignement supérieur, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale et, d'autre part, par les acteurs de la formation professionnelle et de la validation des compétences.

Le CFC ne positionne que des certifications délivrées par une autorité compétente.

Des certifications professionnelles positionnées dans le cadre peuvent, le cas échéant, être délivrées au nom de cette autorité compétente par des organismes de formation dont elle assure la régie, selon des modalités à définir par convention. En ce cas, l'autorité compétente en informe l'instance visée à l'article 4.

Toutes les certifications ne doivent pas nécessairement être positionnées dans le CFC; une certification non positionnée garde toute sa valeur. Pour être positionnée, une certification doit répondre d'une part au critère de l'alinéa 2 et, d'autre part, aux critères de positionnement définis à l'article 11.

Les certifications ou validations qui ne visent pas un ensemble significatif et cohérent d'acquis d'apprentissage, peuvent faire référence à la certification finale à laquelle elles sont rattachées et à son positionnement.

§ 3. Le CFC est un cadre à huit niveaux, caractérisés par des descripteurs approuvés par les Gouvernements et le Collège, compatible avec le Cadre européen des Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CEC). Il a été défini en cohérence avec la « Vlaamse kwalificatiestructuur (VKS) ».

Le CFC est intégratif. Toutes les certifications positionnées dans le CFC, qu'elles relèvent de l'enseignement ou de la formation professionnelle, le sont en référence aux mêmes descripteurs.

Tous les niveaux de certification sont, en principe, accessibles tant aux certifications d'enseignement qu'aux certifications professionnelles.

§ 4. Les descripteurs caractérisant les huit niveaux du CFC sont génériques, communs à l'ensemble des certifications d'enseignement et des certifications professionnelles. Ils définissent, d'une part, les savoirs et les aptitudes et, d'autre part, le contexte, l'autonomie et la responsabilité.

Ils permettent de justifier, à partir d'une analyse des acquis d'apprentissage d'une certification, le positionnement à un niveau, en comparaison des deux niveaux connexes.

Ils présentent une cohérence globale :

- 1° ils sont homogènes : les mêmes éléments se retrouvent à tous les niveaux;
- 2° ils ne présentent pas de répétition : les niveaux sont cumulatifs;
- 3° ils forment un ensemble structuré des éléments qui les composent;
- 4° ils ne présentent pas de contradiction;
- 5° leurs éléments explicitent la progression entre les niveaux.

Les descripteurs approuvés par les Gouvernements et le Collège sont repris à l'annexe 1^{re} du présent accord de coopération. Les Gouvernements et le Collège sont habilités à modifier ces descripteurs sur proposition de l'instance conformément aux dispositions de l'article 6, § 3, 5°, via l'adoption d'arrêtés concomitants et identiques.

TITRE III. — La gestion de la qualité

Art. 3. § 1^{er}. Le développement et la mise en œuvre de processus visant à garantir la qualité des formations et l'adéquation effective des acquis d'apprentissage aux profils et référentiels ayant permis le positionnement à un niveau donné des certifications y afférentes relèvent de la responsabilité des opérateurs et sont intrinsèquement liées à la mise en œuvre du CFC.

§ 2. La gestion de la qualité dans le cadre du CFC concerne deux démarches :

1° la définition des acquis d'apprentissage soit par une instance collective (ARES, SFMQ), soit par un opérateur déterminé en réponse à ses missions; la définition de ces acquis doit permettre de positionner les certifications à un niveau du CFC; elle constitue une démarche qualitative ex ante;

2° le processus d'évaluation et de certification des acquis d'apprentissage mis en œuvre par les opérateurs d'enseignement, de formation ou de validation des compétences; la garantie de la qualité de ce processus constitue une démarche qualitative ex post.

§ 3. La qualité du positionnement visé au § 2, 1°, est garantie par les processus spécifiques aux opérateurs et par les procédures que met en place et les méthodologies qu'adopte l'instance de pilotage et de positionnement visée à l'article 4, dans le respect des dispositions de l'article 11.

L'instance de pilotage et de positionnement définit ces procédures de manière opérationnelle, les met en œuvre, les évalue et, le cas échéant, les ajuste.

§ 4. La qualité du processus visé au paragraphe 2, 2°, dépend des systèmes de gestion de la qualité propre aux opérateurs qui, toutefois, pour assurer la cohérence de l'ensemble, doivent répondre aux « Principes communs concernant la gestion de la qualité » approuvés par les Gouvernements et le Collège et repris en annexe 2. Les Gouvernements et le Collège sont habilités à modifier ces principes communs sur proposition de l'instance conformément aux dispositions de l'article 6, § 3, 8°, via l'adoption d'arrêtés concomitants et identiques.

Dans la mesure où il n'est pas possible actuellement d'envisager la mise en place d'un système de gestion externe de la qualité unique et commun à l'ensemble des opérateurs, les systèmes de gestion de la qualité des différents opérateurs sont conservés.

Toutefois, les différents opérateurs se réfèrent à des indicateurs transversaux communs pour garantir un maximum de convergences dans la gestion de la qualité, accroître la confiance entre eux et dans la qualité du système d'enseignement et de formation professionnelle. De même, les différents opérateurs développent des coopérations visant à améliorer les systèmes ou démarches et leur convergence.

Les indicateurs transversaux communs visés à l'alinéa précédent permettent de réaliser, pour chaque niveau du CFC, une lecture horizontale des descripteurs et intègrent le principe d'évaluation externe, à l'instar du dispositif déployé par l'AEQES. Ils viennent concrétiser les « Principes communs concernant la gestion de la qualité » visés à l'alinéa 1^{er} et sont définis par l'Instance de pilotage et de positionnement visée à l'article 4.

Ces indicateurs transversaux et ces principes communs pourront évoluer sur proposition de l'Instance de pilotage et de positionnement.

Sans multiplier le nombre d'évaluations de la qualité, l'instance de pilotage et de positionnement pourra proposer, en matière de gestion de la qualité, diverses améliorations concernant :

- 1° l'introduction d'un élément d'externalité au sein du système ou démarche de gestion de la qualité;
- 2° l'accessibilité et la publicité des résultats du système ou démarche de gestion de la qualité;
- 3° le renforcement de(s) impact(s) du système ou démarche de gestion de la qualité auprès de l'opérateur, notamment en assurant un délai raisonnable entre deux évaluations et un suivi des plans d'actions;
- 4° l'implication des parties prenantes, tant internes qu'externes;
- 5° l'approche centrée sur l'apprenant et en particulier la définition, l'évaluation et la certification des acquis d'apprentissage au sein du système ou démarche de gestion de la qualité.

TITRE IV. — L'instance de pilotage et de positionnement CFC

Art. 4. Il est créé une instance de pilotage et de positionnement CFC, ci-après dénommée l'instance; l'instance est chargée du pilotage de la mise en œuvre du CFC, de la gestion des demandes de positionnement et de l'approbation des propositions de positionnement des certifications dans le CFC.

Art. 5. L'instance est dirigée par un Comité de direction. Elle bénéficie de l'appui d'une Cellule exécutive et des avis d'un Comité d'experts. Elle compte aussi un conseil de recours.

Art. 6. § 1^{er}. Le Comité de direction visé à l'article 5 est composé de neuf membres désignés pour une durée de quatre ans par les Gouvernements et le Collège et du coordinateur de la cellule exécutive visé à l'article 7.

Les neuf membres visés à l'alinéa précédent sont :

- 1° quatre représentants proposés par le SFMQ :

- a) deux représentants de l'enseignement qualifiant;
- b) un représentant de la formation professionnelle organisée sous l'autorité de la Commission communautaire française;
- c) un représentant de la formation professionnelle organisée sous l'autorité de la Région wallonne;
- 2° quatre représentants proposés par l'ARES, soit un par forme d'enseignement supérieur;
- 3° un expert indépendant proposé par les représentants visés aux points 1° et 2°.

Pour chacun des représentants visés au 1° et au 2°, le SFMQ et l'ARES proposent un membre effectif et un membre suppléant, qui ne siège qu'en absence du membre effectif.

Le Comité de direction se choisit un président et un vice-président; l'un est issu des représentants du SFMQ, l'autre des représentants de l'ARES. Leur mandat est d'un an. Lors du renouvellement annuel des mandats des président et vice-président, une alternance est organisée entre représentants du SFMQ et représentants de l'ARES.

§ 2. Les membres du Comité de direction visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, points 1° à 3°, ont voix délibérative. Le coordinateur visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, a voix consultative et assure le secrétariat du Comité de direction.

Le Comité de direction ne délibère valablement que si une majorité des membres ayant voix délibérative sont présents et que sont présents au moins un représentant de la formation professionnelle mandaté par le SFMQ et un représentant de l'ARES.

Les décisions du Comité de direction se prennent au consensus. Le président a notamment pour mission de rechercher ce consensus.

A défaut de consensus, une décision peut être prise à la majorité des deux tiers des voix, dont au moins une voix d'un représentant de la formation professionnelle.

Si un des membres devait considérer qu'une décision prise à la majorité visée à l'alinéa précédent est inacceptable pour lui ou ses mandants, il aurait la faculté de requérir l'arbitrage du conseil de recours visé à l'article 9.

§ 3. Le Comité de direction est chargé de :

- 1° favoriser et, le cas échéant, organiser la concertation entre opérateurs pour la mise en œuvre du CFC;
- 2° vérifier que les certifications proposées au positionnement remplissent les critères de positionnement visés à l'article 11, § 1^{er};
- 3° arrêter le positionnement des certifications présentées ou validées conformément à l'article 11, § 3; communiquer sous huitaine aux demandeurs ses décisions de positionnement;
- 4° veiller à l'évolution des descripteurs génériques et les soumettre à l'approbation des Gouvernements et du Collège;
- 5° garantir la qualité du processus de positionnement des certifications au sein du CFC;
- 6° favoriser une convergence des systèmes, démarches et procédures de gestion de la qualité, en regard des principes généraux communs pour la gestion de la qualité au sein du CFC;
- 7° veiller à l'évolution des principes communs en matière de qualité et soumettre les éventuelles modifications à l'approbation conjointe des Gouvernements et du Collège;
- 8° définir et faire évoluer les indicateurs transversaux communs;
- 9° assurer l'information et la communication relative au CFC;
- 10° adresser aux Gouvernements et au Collège, pour approbation, un rapport annuel d'activités comprenant notamment l'évaluation de l'état d'avancement du processus de positionnement.

Pour l'exercice des missions visées aux points, 4, 6°, 7° et 8°,

1° le Comité de direction s'élargit d'un membre supplémentaire représentant l'enseignement secondaire (ordinaire, spécialisé ou de promotion sociale), désigné par les Gouvernements et le Collège sur proposition conjointe des Conseils généraux concernés;

2° le Comité de direction ainsi composé peut constituer un ou des groupes de travail, en faisant, le cas échéant, appel notamment à des membres du Comité d'experts, visé à l'article 8.

§ 4. L'instance est intégrée à l'AEF-Europe, qui la gère administrativement et financièrement.

§ 5. Le Comité de direction établit le règlement d'ordre intérieur de l'instance et le soumet à l'approbation conjointe des Gouvernements et du Collège.

§ 6. Les membres du Comité visés à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°, sont indemnisés des frais de parcours que leur occasionne l'accomplissement de leur mission, conformément aux règles en vigueur pour le personnel du Ministère de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires titulaires d'un grade classé au rang 12.

Art. 7. § 1^{er}. La Cellule exécutive visée à l'article 5, ci-après dénommée la Cellule, se compose au moins :

- 1° d'un coordinateur;
- 2° d'un agent administratif.

Dans la mesure des moyens budgétaires disponibles, les Gouvernements et le Collège peuvent augmenter le nombre des membres de la Cellule.

Les membres de la Cellule peuvent être :

- 1° soit des agents des Services des Gouvernements ou Collège;
- 2° soit des membres du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- 3° soit des agents engagés sous contrat dans le cadre d'une mission d'expertise.

§ 2. La Cellule exécutive est chargée de :

- 1° gérer au quotidien les demandes de positionnement;
- 2° assurer le secrétariat du Comité de Direction;
- 3° servir de point de coordination national au niveau du Cadre européen des certifications;
- 4° gérer le registre des certifications accessibles au public.

Art. 8. § 1^{er}. Le Comité d'experts visé à l'article 5 est chargé d'apporter au Comité de direction :

- 1° ses avis sur les orientations prises ou à prendre par le Comité de direction;

2° toute information utile à l'amélioration du fonctionnement du dispositif et à l'évaluation de son implantation.

§ 2. Le Comité d'experts se compose, à raison d'un membre effectif et d'un membre suppléant par catégorie, de représentants :

- 1° de l'enseignement supérieur universitaire;
 - 2° de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;
 - 3° de l'enseignement supérieur artistique;
 - 4° de l'enseignement secondaire ordinaire;
 - 5° de l'enseignement secondaire spécialisé;
 - 6° de l'enseignement de promotion sociale;
 - 7° du Service général de l'Inspection;
 - 8° de l'AEQES;
 - 9° du FOREm;
 - 10° de Bruxelles-Formation;
 - 11° de l'IFAPME;
 - 12° du SFPME;
 - 13° de la Fédération bruxelloise des organismes d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale d'insertion (FEBISP);
 - 14° de l'Interfédération des Entreprises de Formation par le Travail et des Organismes d'Insertion socioprofessionnelle (INTERFEDE);
 - 15° du Consortium de validation des compétences.
- Le Comité comprend en plus :
- 1° trois représentants des employeurs;
 - 2° trois représentants des travailleurs.

Les Gouvernements et le Collège arrêtent la composition du Comité d'experts sur proposition conjointe des Ministres qui ont l'enseignement et la formation dans leurs attributions. Les membres sont désignés pour un terme de quatre ans.

Un membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

§ 3. Le Comité de direction se réunit avec le Comité d'experts au moins une fois l'an et chaque fois que nécessaire.

§ 4. Les experts visés au paragraphe 2 sont indemnisés des frais de parcours que leur occasionne l'accomplissement de leur mission, conformément aux règles en vigueur pour le personnel du ministère de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires titulaires d'un grade classé au rang 12.

Art. 9. § 1^{er}. Le Conseil de recours, visé à l'article 5, est composé :

- 1° de deux représentants du Gouvernement wallon proposé par le Ministre ayant l'emploi et la formation professionnelle dans ses attributions;
- 2° de trois représentants du Gouvernement de la Communauté française proposés l'un par le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions, le deuxième par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions et le troisième par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions;
- 3° d'un représentant du Collège de la Commission communautaire française proposé par le Ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions;
- 4° du président du Comité de direction, qui expose le dossier.

Les Gouvernements et le Collège arrêtent conjointement la composition du Conseil de recours.

§ 2. Les représentants des Gouvernements et du Collège ont voix délibérative. Le président du Comité de direction a voix consultative.

Le coordinateur de la Cellule exécutive assure le secrétariat du Conseil de recours.

§ 3. Le Conseil de recours a pour mission :

- 1° d'instruire et de trancher les recours introduits par un opérateur d'enseignement, de formation professionnelle ou de validation des compétences contre les décisions de positionnement prises par le Comité de direction;
- 2° d'arbitrer les litiges en matière de décision survenus au sein du Comité de direction et portés à son attention par un des membres de ce Comité, tel que prévu à l'article 6, § 2, alinéa 5.

§ 4. Les décisions du Conseil de recours sont souveraines et sans appel.

Art. 10. Les Gouvernements et le Collège adressent, le cas échéant, leurs recommandations conjointes à l'instance notamment sur ses modalités de fonctionnement.

TITRE V. — Des critères et des processus de positionnement

CHAPITRE I^{er}. — Critères

Art. 11. Pour être positionnée dans le CFC, une certification doit nécessairement répondre aux quatre critères suivants, qui sont cumulatifs :

- 1° recevabilité : les certifications doivent être reconnues et validées par les pouvoirs publics et relever d'opérateurs publics d'éducation et de formation en tant qu'autorités compétentes;
- 2° pertinence: la certification doit être en adéquation avec un ensemble significatif et cohérent d'acquis d'apprentissage permettant, pour ce qui concerne la formation professionnelle, l'insertion ou le maintien dans le marché du travail, et, pour ce qui concerne l'enseignement, soit la poursuite, au terme d'un cycle donné, d'études dans un cycle ultérieur soit l'insertion dans le marché du travail;
- 3° évaluation des acquis d'apprentissage : la certification doit être le résultat d'un processus d'évaluation formel par lequel l'autorité compétente établit que les acquis d'apprentissage de l'apprenant correspondent à une norme donnée;
- 4° existence d'un/de dispositifs de gestion de la qualité : ce(s) dispositif(s) doivent être en adéquation avec les Principes communs de gestion de la qualité du CFC repris en annexe 2.

CHAPITRE II. — *Décision*

Art. 12. Le positionnement d'une certification à un niveau donné du CFC est arrêté par l'instance visée à l'article 4, en comparant les acquis d'apprentissage certifiés aux descripteurs génériques du CFC.

L'instance justifie le positionnement adopté à partir des éléments intervenant tant dans la description des savoirs et aptitudes que dans la description du contexte, de l'autonomie et de la responsabilité.

CHAPITRE III. — *Introduction et traitement des demandes de positionnement*

Art. 13. La demande de positionnement d'une certification ou d'un bloc de certifications, accompagnée d'une proposition de positionnement, est introduite auprès de l'instance visée à l'article 4, selon des modalités précisées dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 6, § 5 :

1° soit par le SFMQ, pour les formations pour lesquelles elle a établi un profil de formation;

2° soit par l'ARES pour les formations pour lesquelles un référentiel de compétences a été défini;

3° soit pour les formations professionnelles non visées au point 1° à l'initiative d'un opérateur public de formation professionnelle ou du consortium de validation des compétences;

4° soit à l'initiative d'un des conseils généraux compétents, en ce qui concerne les formations organisées au niveau secondaire par l'enseignement obligatoire et l'enseignement de promotion sociale, à l'exception des formations visées au point 1°;

5° soit à l'initiative du Conseil supérieur des Sports institué par le décret du 20 octobre 2011 instituant le Conseil supérieur des Sports, en ce qui concerne les formations aux métiers du sport.

Art. 14. Sans préjudice des dispositions de l'article 20, les certifications non adossées à un profil de formation SFMQ ou à un référentiel de compétences ARES sont positionnées certification par certification conformément à l'article 13.

Le positionnement certification par certification est justifié à partir des critères visés à l'article 11 et de l'adéquation aux descripteurs génériques visés à l'article 12.

Art. 15. § 1^{er}. Lorsque la demande de positionnement est introduite auprès de l'instance visée à l'article 4 conformément à l'article 13, alinéa 1^{er}, 1°, 2° ou 4°, elle est immédiatement traitée par le Comité de direction visé à l'article 6.

Cette demande est accompagnée de tout document probant et, à tout le moins, du profil de formation pour le SFMQ et du référentiel de compétences pour les Conseils généraux et l'ARES.

Lorsque la certification à positionner est proposée au niveau 5, la Cellule exécutive visée à l'article 7 envoie le dossier, pour avis, à l'ARES avant que le Comité ne traite la demande. Lorsque la certification à positionner est proposée au niveau 5 par l'ARES, la Cellule exécutive envoie le dossier, pour avis, au SFMQ, avant que le Comité ne traite la demande.

§ 2. Lorsque la demande de positionnement est introduite auprès de l'instance visée à l'article 4 conformément à l'article 13, alinéa 1^{er}, 3° ou 5°, elle doit être accompagnée de tout document probant et à tout le moins de trois documents :

1° un référentiel métier;

2° un référentiel de formation décliné en unités d'acquis d'apprentissage et précisant les modalités et critères d'évaluation des acquis;

3° un descriptif des mécanismes de gestion de la qualité mis en œuvre.

La Cellule exécutive transmet les référentiels métier visés à l'alinéa précédent, 1°, au Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ). Dans les trois mois de la réception du dossier, à l'intervention de sa Chambre des Métiers, le SFMQ rend à l'instance un avis motivé sur l'opportunité d'introduire le métier ciblé dans une grappe de métiers définie ou à définir par le SFMQ. Si cette pertinence est reconnue, selon le cas, la Chambre des Métiers construit ou adapte, la grappe de métiers concernée.

En cas d'avis favorable, la Cellule exécutive transmet les documents visés à l'alinéa 2, 2° et 3°,

1° au SFMQ, lorsque le positionnement proposé est de niveau 1, 2, 3 ou 4;

2° à l'ARES, lorsque le positionnement proposé est de niveau 6, 7 ou 8;

3° au SFMQ et à l'ARES, lorsque le positionnement proposé est de niveau 5.

Dans les trois mois de la réception du dossier, un avis motivé sur la proposition de positionnement est rendu par le SFMQ à l'intervention de sa Chambre Enseignement-Formation et/ou par l'ARES à l'instance visée à l'article 4.

En cas d'avis défavorable de la Chambre des Métiers du SFMQ, la certification ne pourra pas être positionnée.

Art. 16. En cas de désaccord avec le positionnement adopté par l'instance pour une des certifications, l'acteur qui a proposé le positionnement (le SFMQ, l'ARES, un acteur de l'enseignement ou de la formation professionnelle ou le Consortium de validation des compétences) dispose auprès du Conseil de recours visé à l'article 9 d'un droit de recours contre la décision de positionnement prise.

A peine de nullité, le recours est introduit auprès du président du Comité de direction visé à l'article 6, § 1^{er}, dans trente jours de la communication de la décision attaquée.

Art. 17. Pour permettre aux différents acteurs de répondre rapidement au développement de leur secteur, l'instance veille à optimiser le traitement administratif des processus décrits aux articles précédents; la gestion administrative des dossiers doit s'inscrire dans la dynamique de simplification administrative et d'e-gouvernement.

TITRE V. — Du financement

Art. 18. Les Gouvernements et le Collège veillent à ce que les coûts de fonctionnement de l'instance pilotage et de positionnement soient inclus dans la dotation allouée par les Gouvernements et le Collège à l'AEF-Europe.

L'accord de coopération du 19 octobre 2006 relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale sera modifié en ce sens.

Les Gouvernements et le Collège peuvent faire appel à des fonds européens pour contribuer au financement des coûts visés à l'alinéa précédent.

Art. 19. Les Gouvernements et le Collège disposent de la possibilité de saisir le Comité de direction de l'instance, visé à l'article 6, afin de solliciter un avis ou le lancement d'un groupe-projet chargé d'évaluer et de valider un dispositif particulier. Si le Comité de direction accepte la mission et que celle-ci génère des coûts supplémentaires, l'intégralité des coûts de fonctionnement et des frais seront à charge de la partie demanderesse.

TITRE VI. — Dispositions transitoires

Art. 20. Par dérogation aux dispositions des articles 12 à 15, en vue de rendre le CFC directement opérationnel, pour autant qu'elles ne portent pas sur un profil de formation développé par le SFMQ, les certifications délivrées avant l'entrée en vigueur du présent accord de coopération par les acteurs visés à l'article 2, § 2, peuvent être positionnées selon une procédure allégée.

La validité de ce positionnement par procédure simplifiée est limitée à deux années à partir de la communication visée à l'article 6, § 3, 3°. Les Gouvernements et Collège sont habilités à prolonger conjointement cette durée par période de deux ans, pour autant qu'au moment du renouvellement, les certifications positionnées ne soient toujours pas adossées à un profil de formation développé par le SFMQ.

Les acteurs visés à l'article 2, § 2, qui souhaitent proposer le positionnement des certifications visées à l'alinéa 1^{er} transmettent à la cellule exécutive visée à l'article 7 un dossier comprenant :

- l'intitulé de la certification;
- une proposition de positionnement et sa justification;
- un référentiel métier;
- un référentiel de formation précisant notamment les modalités d'évaluation des acquis d'apprentissage.

Si un groupe de certifications est proposé au positionnement, les certifications du groupe devront :

- 1° viser un même niveau du CFC;
- 2° présenter des caractéristiques communes (par exemple en matière de conditions d'accès, de formation antérieure,...) justifiant leur groupement; la justification du groupement devra être apportée par les acteurs concernés.

Le Comité de direction visé à l'article 5 confirme le positionnement proposé. S'il le souhaite, avant cette confirmation, il peut solliciter, selon le cas, un avis du SFMQ et/ou de l'ARES.

La qualité du positionnement des certifications positionnées dans le CFC sur base de cette procédure allégée est garantie par les démarches de gestion de la qualité mises en œuvre par les acteurs visés à l'article 2, § 2.

Le Comité de direction, le cas échéant après avoir sollicité un avis du SFMQ et/ou de l'ARES, examine la validité de ces positionnements à la lumière des critères de l'article 11. Il pourra demander aux opérateurs concernés des ajustements en termes de définition et/ou d'évaluation et de certification des acquis d'apprentissage ou, à défaut, modifier le niveau de positionnement.

Accord conclu à Bruxelles, le 26 février 2015.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
Mme I. SIMONIS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Pour la Commission communautaire française :

La Présidente, Ministre en charge de l'Enseignement,
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Formation professionnelle,
D. GOSUIN

ANNEXE 1^{re}

DESCRIPTEURS GENERIQUES DU CFC

Niveaux	Savoirs, aptitudes	Contexte, autonomie et responsabilité
1	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux non référencés à un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant de réaliser des tâches simples et répétitives dans le cadre de la reproduction de processus simples.	Agir sous encadrement direct dans un contexte structuré et défini relevant d'un environnement de travail et/ou d'un domaine d'étude non spécifique.
2	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux de base d'un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant de réaliser un ensemble de tâches sans devoir choisir les méthodes/outils/matériels dans le cadre de l'application de processus simples et standards.	Agir sous supervision dans des situations connues et définies liées à un domaine de travail ou d'étude spécifique, avec un degré de responsabilité limité à l'exécution des tâches.
3	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux généraux d'un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant de réaliser un ensemble de tâches impliquant de choisir des méthodes/outils/matériels dans le cadre de l'application de processus complexes.	Agir avec un degré d'autonomie et de responsabilité limité aux choix posés et mis en œuvre dans des situations caractéristiques d'un domaine de travail ou d'étude dans lesquelles un nombre restreint de facteurs varient.
4	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux généraux d'un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant de rechercher et de sélectionner des informations adéquates en vue de mobiliser et d'intégrer des connaissances/des méthodes/des pratiques dans le cadre de la résolution de problèmes concrets dont les indices sont manifestes et dont les solutions possibles sont en nombre fini et limité.	Agir avec une marge d'initiative restreinte dans des situations caractéristiques d'un domaine de travail ou d'étude dans lesquelles un nombre important de facteurs prévisibles sont susceptibles de changer, et avec une responsabilité complète de son travail.
5	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux spécialisés d'un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant d'analyser, de compléter d'articuler des informations sur base des connaissances/des méthodes/des pratiques de sa spécialité en vue de les réorganiser et de construire des solutions adaptées dans le cadre de la résolution de problèmes abstraits, dont les indices ne sont pas manifestes et dont les solutions possibles sont multiples.	Agir avec une marge d'initiative étendue dans des situations caractéristiques d'un domaine de travail ou d'étude dans lesquelles les changements sont imprévisibles, avec une responsabilité complète de son travail.
6	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux approfondis d'un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant de témoigner de la compréhension et de l'utilisation critique des connaissances/des méthodes/des pratiques de sa spécialité ainsi que des différentes dimensions et contraintes de la situation en vue de formuler et/ou mettre en œuvre des solutions pertinentes (ou nouvelles) dans le cadre de la résolution de problèmes ou de situations complexes	Agir en autonomie et en toute responsabilité dans des situations caractéristiques d'un domaine de travail ou d'étude dans lesquelles les changements sont imprévisibles.
7	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux hautement spécialisés d'un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant de témoigner d'une maîtrise et d'une réflexion critique en relation avec les connaissances/les méthodes/les pratiques de sa spécialité et à l'interface d'autres spécialités en vue de formuler et/ou mettre en œuvre des solutions innovantes dans le cadre du développement de savoirs, de projets (ou de procédures).	Agir en autonomie et en toute responsabilité dans des situations inédites d'un domaine de travail ou d'étude et/ou à l'interface de plusieurs domaines.
8	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux les plus avancés d'un domaine de travail ou d'étude spécifique ou à l'interface de plusieurs domaines permettant de témoigner d'une expertise reconnue en relation avec les connaissances/les méthodes/les pratiques de sa spécialité et à l'interface d'autres spécialités en vue d'étendre et de redéfinir de manière singulière et significative les savoirs (et procédures) existants dans le cadre de la recherche et/ou de l'innovation.	Agir en autonomie et en toute responsabilité dans des situations les plus avancées, à la pointe d'un domaine de travail ou d'étude et/ou à l'interface de plusieurs domaines.

ANNEXE 2

PRINCIPES COMMUNS CONCERNANT LA GESTION DE LA QUALITE DANS LE CFC

Principe 1 :

La gestion de la qualité sous-tend tous les niveaux du Cadre francophone des certifications (CFC). Considérant la diversité des opérateurs d'éducation, de formation et de validation, en particulier en ce qui concerne leurs structures, leurs missions et leurs bénéficiaires, des systèmes de gestion de la qualité coexistent au sein du Cadre francophone des certifications.

Principe 2 :

La gestion de la qualité fait partie intégrante des missions des établissements ou opérateurs d'éducation, de formation et de validation. La gestion de la qualité relève de la responsabilité des entités qui mettent en œuvre les programmes d'enseignement, les référentiels de formation ou de validation, et qui évaluent les acquis d'apprentissage.

Principe 3 :

La gestion de la qualité comporte une évaluation régulière des établissements ou opérateurs d'éducation, de formation et de validation, de leurs programmes ou de leurs systèmes de gestion de la qualité par des organes ou agences de contrôle extérieur.

Principe 4 :

Ces organes ou agences font eux-mêmes l'objet de contrôles réguliers par des organismes tiers.

Principe 5 :

La gestion de la qualité couvre notamment les contextes, intrants, processus et extrants, en donnant la priorité aux produits et aux acquis de l'éducation, de la formation et de la validation.

Principe 6 :

Les systèmes de gestion de la qualité englobent notamment :

- des modalités de mise en œuvre, y compris la participation des parties prenantes;
- des ressources adéquates;
- des méthodes d'évaluation cohérentes, combinant auto-évaluation et évaluation externe;
- des mécanismes et des procédures de retour d'information à des fins d'amélioration;
- des résultats d'évaluation largement accessibles.

Chaque établissement ou opérateur d'éducation, de formation et de validation, met en place un système de gestion de la qualité englobant les points ci-dessus selon ses spécificités, et participant à une approche basée sur les acquis d'apprentissage.

L'approche basée sur les acquis d'apprentissage inclura :

- la définition des acquis d'apprentissage;
- les modalités de l'évaluation des acquis d'apprentissage;
- les modalités de certification des acquis d'apprentissage.

Principe 7 :

La gestion de la qualité est un processus coopératif associant pour chaque niveau et système d'éducation, de formation et de validation, les parties prenantes concernées.

Principe 8 :

Les initiatives concernant la gestion de la qualité sont coordonnées au niveau du CFC en tenant compte des principes européens en matière de qualité pour l'éducation, la formation et la validation.

Principe 9 :

Les orientations relatives à la gestion de la qualité au niveau européen et international constituent des points de référence pour le développement de systèmes de gestion de la qualité au niveau du CFC.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202342]

26 FEBRUARI 2015. — Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapcommissie betreffende de oprichting en het beheer van een « Cadre francophone des certifications » (Franstalig kwalificatiekader, Franse afkorting C.F.C.)

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications";

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

Gelet op de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren;

Overwegende dat het fundamenteel is het levenslang leren voor de burger te vergemakkelijken door een grotere leesbaarheid en samenhang in het opleidingstraject te garanderen, zowel op vlak van het gewest, de gemeenschap, de federale overheid als in Europa;

Gelet op de noodzaak om een referentielijst op te maken voor het Franstalig kwalificatiekader en het leven lang leren in het Europese kader;

Gelet op de goedkeuring door de Regering van het Waalse Gewest en de Regering van de Franse Gemeenschap, op 12 december 2013, en door het College van de Franse Gemeenschapscommissie, op 28 november 2013, van de beleidsnota voor de oprichting van het Franstalig kwalificatiekader voor het onderwijs en het leven lang leren;

Gelet op de goedkeuring van het kwalificatiestructuurverslag van de EQF-Advisory Group op 16 december 2013, waarbij de compatibiliteit van de Franstalige Kwalificatiestructuur met de Europese Kwalificatiestructuur bevestigd wordt;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, de in de persoon van de Vice-Presidente en Minister van Onderwijs, Cultuur en Jong Kind, mevrouw Joëlle Milquet, in de persoon van de Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, de heer Jean-Claude Marcourt, in de persoon van de Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, mevr. Isabelle Simonis,

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Paul Magnette, en in de persoon van haar Minister van Tewerkstelling en Vorming, mevr. Eliane Tillieux,

en

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar college in de persoon van haar President, mevrouw Fadila Laanan en in de persoon van de Minister belast met Beroepsopleiding, de heer Didier Gosuin,

Hieronder deelgenoten in het akkoord genoemd, zijn overeengekomen wat volgt :

TITEL I. — Definities.

Artikel 1. In dit samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder :

1° Eindtermen : in het beroepsonderwijs en in de beroepsopleiding : verwoording van wat de lerende dient te weten, te begrijpen en te kunnen uitvoeren na afloop van een opvoedings- en vormingsproces; in het hoger onderwijs, verwoording van wat de student dient te weten, te begrijpen en te kunnen uitvoeren na afloop van een leerproces, van een cursus of van een erkende onderwijseenheid; de leerresultaten worden uitgedrukt in kenniseenheden, vaardigheden en competenties;

2° AEF-Europe : het « Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie », opgericht krachtens artikel 4 van het samenwerkingsakkoord van 19 oktober 2006 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest m.b.t. de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma inzake levenslange opvoeding en vorming en m.b.t. de oprichting van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" is goedgekeurd;

3° AEQES : Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, opgericht bij artikel 2 van het decreet van 22 februari 2008 betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

4° ARES : de Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs, zoals bepaald in artikel 20 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

5° Bevoegde overheid : de overheden die de kwalificaties verstrekken, waarmee erkende vormingen beoogd worden en die bekrachtigd zijn door de overheden, namelijk de openbare onderwijsinstellingen, de gesubsidieerde onderwijsinstellingen ter vervulling van opdrachten van openbaar nut, de overheidsinstellingen en de openbare instellingen belast met de beroepsopleidingen en de bekrachtiging van de vaardigheden en de Regering van de Franse Gemeenschap, voor wat betreft de kwalificaties die opleidingen bekrachtigen tot sportberoepen, ingericht overeenkomstig het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap;

6° Bruxelles Formation : de Brussels-Franstalige instelling voor beroepsopleidingen, opgericht bij artikel 2 van het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van het 'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle';

7° kwalificatiekader : instrument tot rangschikking van de kwalificaties in functie van een reeks criteria die overeenstemmen met bepaalde leerresultatenniveaus;

8° kwalificatie : formeel resultaat van een evaluatie- en validatieproces dat verkregen wordt wanneer een bevoegde overheid die ressorteert onder het onderwijs of de beroepsvorming vaststelt date en individu na afloop van een onderrichtings-, opleidingsproces of proces van bekrachtiging van de vaardigheden de leerresultaten, overeenstemmet met een gegeven norm, bezit;

9° onderwijskwalificatie : kwalificatie gevormd door een samenhangend en significant geheel van leerresultaten met het oog op de persoonlijke ontwikkeling, de voortzetting van de studies of de opleiding, de toegang tot een beroepsleven;

10° beroepskwalificatie : kwalificatie gevormd door een samenhangend en significant geheel van leerresultaten met het oog op de voortzetting van de opleiding, de inschakeling of het behoud op de arbeidsmarkt of de beroepsspecialisatie; de beroepskwalificatie kan in voorkomend geval de voortzetting of de hervatting van studies mogelijk maken mits de bekrachtiging, door het onderwijs, van de in de beroepsopleiding gekwalificeerde competenties;

11° « Chambre des Métiers » van « SFMQ » : de kamer bedoeld in artikel 7 van het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications";

12° consortium voor de validering van de competenties : consortium belast met de inrichting van het proces ter validering van de competenties, opgericht overeenkomstig artikel 4 van het Samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

13° descriptoren : de criteria omschreven, enerzijds in termen van kennis en vaardigheden en anderzijds in termen van context, zelfstandigheid en verantwoordelijkheid, waarmee de gekwalificeerde leerresultaten in verband kunnen worden gebracht met één van de acht kwalificatieniveaus van het Franstalig kwalificatiekader;

14° *betrokking* : het voorwerp van een arbeidsovereenkomst gesloten tussen een werkgever en een werknemer waarbij de werknemer zich er tegen bezoldiging toe verbindt een werk uit te voeren onder het gezag van de werkgever of, voor een zelfstandig werker, de uitoefening van een beroepsactiviteit waarvoor de werker niet onder de bepalingen van werkhuurcontract of een statuut valt;

15° *"FOREM"* : dienst ingesteld bij artikel 2 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

17° *cluster van beroepen* : gestructureerde opsomming van de reeks beroepen die in verhouding staat tot éénzelfde type productie en diensten aan de hand waarvan het bereik van een beroep nader bepaald wordt ten opzichte van verwante beroepen, aan de hand waarvan hun raakvlakken omschreven worden, waarmee ze in de cluster hiërarchisch worden opgesteld in functie van verschillende criteria (relatieve zelfstandigheid, complexiteit van de activiteiten en contexten, intersectorale aspecten...), aan de hand waarvan een zone van beroepsmobiliteit afgebakend wordt en op opleidingstrajecten geanticipeerd wordt; in de cluster wordt ook de stengel aangegeven waarmee het beroep vastgeklonken is aan het Operationeel Repertorium van Beroepen en Functies (Rome V3);

17° *kwaliteitsbeheer* : de processen die door de verschillende actoren uit het onderwijs en de beroepsopleiding ingezet worden om de kwaliteit van de door hen verstrekte opleidingen en de overeenstemming van de toegekende kwalificaties met de referentielijsten ter bepaling van de leerresultaten na afloop van de opleiding te waarborgen;

18° *IFAPME* : het « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises » (Waal instituut voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) bedoeld bij artikel 3 van het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises »;

19° *beroep* : een samenhangend geheel van beroepsactiviteiten die gerealiseerd worden door een persoon in het kader van een productief proces;

20° *vormingsprofiel* : het profiel opgesteld door de « Chambre Enseignement-Formation » van de SFMQ en samengesteld uit eenheden leerresultaten gepaard met de vak-sleutelactiviteiten en dat eveneens is samengesteld uit een evaluatieprofiel en een profiel;

21° *referentielijst van de beroepen* : het document waarin de benaming van het beroep, de omschrijving van het beroep in termen van verwachte producties en diensten, de aansluiting op verwante beroepen op vlak van verantwoordelijkheid en specialisatie opgelijst zijn;

22° *referentielijst van de vaardigheden* : het document waarin voor het hoger onderwijs de gestructureerde verzameling van specifieke competenties voor een academische graad, een titel of een kwalificatie van het hoger onderwijs opgelijst zijn;

23° *referentielijst van de vormingen* : het document dat voor een beroepsopleiding een verzameling activiteiten, opleidingsinhouden en/of gebruikte methodes opgelijst zijn voor het nastreven van de opleidingsdoelstellingen die vooraf omschreven zijn in termen van kennis-, vaardigheden- en competentieverwerving; de activiteiten, inhouden en methodes zijn logisch en in een tijdspad geordend;

24° *SFMQ* : de « Service francophone des Métiers et des Qualifications », ingevoerd bij artikel 2 van het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications";

25° *SFPME* : de « Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises » (SFPME), opgericht in de administratie van de Franse Gemeenschapscommissie;

26° *eenheid leerresultaat* : het samenhangend geheel van leerresultaten dat geëvalueerd of gevalideerd kan worden.

TITEL II. — Het Franstalig kwalificatiekader voor levenslange opvoeding en vorming

Art. 2. § 1. Er wordt door de Regeringen en het College een het Franstalig kwalificatiekader en het leven lang leren opgericht, afgekort CFC.

Dit door de overheden gereguleerd kader van openbaar nut beoogt :

1° de continuïteit en de progressiviteit van de leertrajecten van de burgers te bevorderen :

a) door het beheer van die leertrajecten tussen de operatoren uit het onderwijs, de beroepsopleiding en de validering van competenties vlotter te maken;

b) door de aanvankelijke en de voortgezette opleidingen beter op elkaar aan te laten sluiten;

c) door in de trajecten de erkenning van zowel vormelijke als niet-vormelijke en informele aangeleerde kennis vlotter te maken;

2° de intrinsieke kwaliteit van de onderwijs-, vormings- en valideringsprocessen te versterken door te waken over de positionering van elke kwalificatie op een bepaald niveau van het kader;

3° een hogere leesbaarheid te verschaffen, in België en in de Europese Unie, aan de kwalificaties van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie en aldus :

a) een betere overeenstemming tussen de kwalificatiesystemen van de verschillende landen en gewesten te bereiken;

b) de personen en de werkgevers toe te laten het CFC te gebruiken om de kwalificatieniveaus van verschillende landen, gewesten en onderwijs- en opleidingsinstellingen beter te begrijpen en te vergelijken.

Op zich wijzigt het CFC niets aan de rechtsgevolgen verbonden aan de verschillende kwalificaties en voert geen nieuwe in.

§ 2. Het CFC is een tabel met dubbele ingang die de positionering van kwalificaties verstrekt door enerzijds de actoren van het hoger onderwijs, het gewoon en het gespecialiseerd onderwijs en het sociale promotie-onderwijs en door anderzijds de actoren van beroepsopleidingen en van de validering van de competenties mogelijk maakt.

Het CFC verleent enkel een positionering aan de kwalificaties verstrekt door een bevoegde overheid.

Beroepskwalificaties die in het kader gepositioneerd zijn kunnen in voorkomend geval in naam van die bevoegde overheid verstrekt worden door opleidingsinstellingen die zij in bedrijf heeft, volgens nadere, bij overeenkomst vast te leggen regels. In dat geval licht de bevoegde overheid de instantie bedoeld in artikel 4 daarover in.

Alle certificaties hoeven niet noodzakelijk in het CFC gepositioneerd te worden; een niet-gepositioneerde kwalificatie behoudt zijn volledige waarde. Om gepositioneerd te worden, moet een kwalificatie voldoen aan enerzijds het criterium van lid 2 en anderzijds de positioneringscriteria omschreven in artikel 11.

De kwalificaties of valideringen die niet een significant en samenhangend geheel van eindtermen beogen kunnen verwijzen naar de eindcertificering waaraan ze gebonden zijn en aan de positionering ervan.

§ 3. Het CFC is een kader met acht niveaus, gekenmerkt door de descriptoren goedgekeurd door de Regeringen en het College, compatibel met het Europees kwalificatiekader voor het leven lang leren. Het werd in aansluiting op de Vlaamse kwalificatiestructuur omschreven.

Het CFC is integratief. Alle kwalificaties gepositioneerd in het CFC, ongeacht of ze onder het onderwijs of de beroepsopleiding ressorteren, verwijzen naar dezelfde descriptoren.

Alle kwalificatieniveaus zijn in principe toegankelijk voor de kwalificaties uit het onderwijs en uit de beroepsopleidingen.

§ 4. De descriptoren die de acht niveaus van het CFC kenmerken zijn generiek en gemeenschappelijk voor de gezamenlijke kwalificaties uit het onderwijs en de beroepsopleidingen. Ze omschrijven enerzijds de kennis en de vaardigheden en anderzijds de context, de zelfstandigheid en de verantwoordelijkheid.

Ze maken de verantwoording van de positionering op een niveau in vergelijking met het onmiddellijk hogere en het onmiddellijk lagere niveau mogelijk vanuit de analyse van de eindtermen van een kwalificatie.

Zij vertonen een globale samenhang :

- 1° zij zijn homogeen : dezelfde elementen zijn terug te vinden op alle niveaus;
- 2° er is geen herhaling : de niveaus zijn cumulatief;
- 3° zij vormen een gestructureerd geheel van samenstellende elementen;
- 4° er zijn geen inwendige tegenstrijdigheden;
- 5° de elementen verduidelijken de progressie tussen de niveaus.

De descriptoren goedgekeurd door de Regeringen en het College zijn opgenomen in bijlage 1 bij dit samenwerkingsakkoord. De Regeringen en het College zijn gemachtigd om die descriptoren te wijzen op voorstel van de instantie, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, § 3, 5°, door samenvallende en identieke besluiten aan te nemen.

TITEL III. — Kwaliteitsbeheer

Art. 3. § 1. De ontwikkeling en de uitvoering van processen om de kwaliteit te waarborgen van de opleidingen en de daadwerkelijke overeenstemming van de eindtermen met de profielen en referentiestelsels die de positionering van de desbetreffende kwalificaties op een gegeven niveau mogelijk maken, vallen onder de verantwoordelijkheid van de operatoren en zijn intrinsiek verbonden met de uitvoering van het CFC.

§ 2. Het kwaliteitsbeheer in het kader van het CFC heeft betrekking op twee demarches :

1° de bepaling van de eindtermen ofwel door een collectieve instantie (ARES, SFMQ) ofwel door een bepaalde operator in antwoord op zijn opdrachten; de omschrijving van die eindtermen moet de positionering van de kwalificaties op CFC-niveau mogelijk maken; zij vormt een kwaliteitsdemarche *ex ante*;

2° het evaluatie- en kwalificatieproces van de eindtermen uitgevoerd door de onderwijs-, opleidings- of valideringsoperatoren; de waarborg van de kwaliteit van dat proces vormt een kwaliteitsdemarche *ex post*.

§ 3. De kwaliteit van de positionering bedoeld in § 2, 1°, wordt gewaarborgd door de specifieke, operatorgebonden processen en door de ingevoerde procedures en de methodologieën aangenomen door de stuur- en positioneringsinstantie bedoeld in artikel 4, met inachtneming van de bepalingen van artikel 11.

De stuur- en positioneringsinstantie omschrijft die procedures op operationele wijze, voert ze uit en past ze in voorkomend geval aan.

§ 4. De kwaliteit van het proces bedoeld in paragraaf 2, 2°, is afhankelijk van de kwaliteitsbeheerssystemen eigen aan de operatoren die evenwel om de samenhang van het geheel te garanderen moeten voldoen aan de « gemeenschappelijke beginselen betreffende het kwaliteitsbeheer » goedgekeurd door de Regeringen en het College en opgenomen in bijlage 2. De Regeringen en het College zijn gemachtigd om die gemeenschappelijke principes te wijzigen op voorstel van de instantie overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, § 3, 8°, door samenvallende en identieke besluiten aan te nemen.

Voor zover het heden onmogelijk is de invoering van een extern enig kwaliteitsbeheerssysteem te overwegen die gemeenschappelijk is voor de gezamenlijke operatoren, worden de kwaliteitsbeheerssystemen van de verschillende operatoren in stand gehouden.

De verschillende operatoren handelen evenwel onder verwijzing naar gemeenschappelijke overkoepelende indicatoren om een maximum aan convergerende elementen te waarborgen in het kwaliteitsbeheer, het onderlinge vertrouwen te doen toenemen, evenals het vertrouwen in het onderwijs- en beroepsopleidingssysteem. De verschillende operatoren ontwikkelen eveneens samenwerkingsverbanden ter verbetering van de systemen of demarches en het naar elkaar groeien ervan.

De gemeenschappelijke overkoepelende indicatoren bedoeld in vorig lid maken het mogelijk, voor elk CFC-niveau een horizontale lezing van de descriptoren te garanderen en nemen het externe evaluatieprincipe op naar het beeld van de regeling getroffen door AEQES. Ze vormen de concretisering van de « gemeenschappelijke principes betreffende het kwaliteitsbeheer » bedoeld in lid 1 en worden omschreven door de stuur- en positioneringsinstantie bedoeld in artikel 4.

Die overkoepelende indicatoren en die gemeenschappelijke principes kunnen op voorstel van de stuur- en positioneringsinstantie evolueren.

Zonder het aantal evaluaties van de kwaliteit te vermeerderen, kan de stuur- en positioneringsinstantie inzake kwaliteitsbeheer diverse verbeteringen voorstellen inzake :

- 1° de invoering van een extern element in het kwaliteitsbeheerssysteem c.q. de -demarche;
- 2° de toegang tot en de bekendmaking van de resultaten in het kwaliteitsbeheerssysteem c.q. de -demarche;
- 3° de versterking van de impact(en) van het kwaliteitsbeheerssysteem c.q. de -demarche bij de operator, met name door een redelijke termijn te verzekeren tussen twee evaluaties en een opvolging van de actieplannen;
- 4° de implicatie van de stakeholders, zowel intern als extern;
- 5° de werkwijze, toegespitst op de lerende en in het bijzonder de omschrijving, de evaluatie en de kwalificatie van de eindtermen in het kwaliteitsbeheerssysteem c.q. de -demarche.

TITEL IV. — CFC-stuur- en positioneringsinstantie

Art. 4. Er wordt een CFC-stuur- en positioneringsinstantie opgericht, hierna de instantie genoemd; de instantie wordt belast met het sturen van de uitvoering van het CFC, het beheer van de positioneringsaanvragen en de goedkeuring van de positioneringsvoorstellen van de kwalificaties in het CFC.

Art. 5. De instantie wordt geleid door een directiecomité. Ze krijgt de steun van een uitvoerende cel en van de adviezen van een expertencomité. Ze krijgt eveneens een raad van beroep.

Art. 6. § 1. Het directiecomité bedoeld in artikel 5 is samengesteld uit negen leden aangewezen door de Regeringen en het College en de coördinator van de uitvoerende cel bedoeld in artikel 7, voor een duur van vier jaar.

De negen leden bedoeld in vorig lid zijn :

1° vier vertegenwoordigers voorgedragen door SFMQ :

a) twee vertegenwoordigers van het kwalificerend onderwijs;

b) één vertegenwoordiger van de beroepsopleiding ingericht onder het gezag van de Franse Gemeenschapscommissie;

c) één vertegenwoordiger van de beroepsopleiding ingericht onder het gezag van het Waalse Gewest;

2° vier vertegenwoordigers voorgedragen door ARES, namelijk één per vorm van hoger onderwijs;

3° één onafhankelijk deskundige, voorgedragen door de vertegenwoordigers bedoeld in de punten 1° en 2°.

Voor elke vertegenwoordiger bedoeld in 1° en 2° dragen SFMQ en ARES een zetelend en een plaatsvervangend lid voor, dat enkel zetelt in afwezigheid van dit gewoon lid.

Het directiecomité kiest een voorzitter en een ondervoorzitter; één van beiden, onder de vertegenwoordigers van SFMQ, de andere onder de vertegenwoordigers van ARES. Het mandaat duurt een jaar. Bij de jaarlijkse hernieuwing van de mandaten van de voorzitter en de ondervoorzitter wordt een toerbeurt voorzien tussen de vertegenwoordigers van SFMQ en die van ARES.

§ 2. De leden van het directiecomité bedoeld in paragraaf 1, lid 2, punten 1° tot 3°, hebben stemrecht. De coördinator bedoeld in paragraaf 1, lid 1, heeft raadgevende stem en neemt het secretariaat van het directiecomité waar.

Het directiecomité beraadslaagt rechtsgeldig enkel als een meerderheid der leden met stemrecht aanwezig is en minstens één vertegenwoordiger van de beroepsopleiding met mandaat van SFMQ en één vertegenwoordiger van ARES aanwezig zijn.

De beslissingen van het directiecomité worden consensusgewijs genomen. Taak van de voorzitter is met name, naar een consensus te zoeken.

Bij gebreke van consensus kan er een beslissing met twee derde meerderheid van de stemmen worden genomen, met daaronder minstens één stem van een vertegenwoordiger van de beroepsopleiding.

Als één der leden zou achten dat een beslissing, getroffen bij de meerderheid bedoeld in vorig lid, voor hem of zijn opdrachtgevers onaanvaardbaar is, zou hij kunnen vragen dat de raad van beroep bedoeld in artikel 9 de arbitrage waarneemt.

§ 3. Het directiecomité is ermee belast :

1° het overleg tussen de operatoren voor de uitvoering van het CFC te bevorderen en in voorkomend geval te organiseren;

2° na te gaan dat de kwalificaties, voorgesteld voor de positionering, de positioneringscriteria bedoeld in artikel 11, § 1, vervullen;

3° de positionering vastleggen voor de overeenkomstig artikel 11, § 3, voorgestelde of gevalideerde kwalificaties; zijn beslissingen inzake positionering binnen de week aan de aanvragers mede te delen;

4° te waken over de evolutie van de generieke descriptoren en ze ter goedkeuring voorleggen aan de Regeringen en het College;

5° de kwaliteit van het proces inzake positionering van de kwalificaties binnen CFC waarborgen;

6° ervoor zorgen dat de systemen, demarches en procedures inzake het kwaliteitsbeheer naar elkaar toegroeien ten opzichte van de gemeenschappelijke algemene principes voor het kwaliteitsbeheer binnen CFC;

7° waken over de evolutie van de algemene principes inzake kwaliteit en de eventuele wijzigingen ter gezamenlijke goedkeuring voorleggen aan de Regeringen en het College;

8° de gemeenschappelijke overkoepelende indicatoren omschrijven en doen evolueren;

9° de informatie en de communicatie inzake CFC waarborgen;

10° de Regeringen en het College ter goedkeuring een jaaractiviteitenverslag voorleggen, dat met name een stand van zaken bevat in het positioneringsproces.

Voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in de punten 4°, 6°, 7° en 8°,

1° wordt het directiecomité uitgebreid met één bijkomend lid dat het secundair onderwijs vertegenwoordigt (gewoon, gespecialiseerd of sociale promotie-onderwijs), aangewezen door de Regeringen en het College op de gezamenlijke voordracht van de betrokken algemene raden;

2° kan het aldus samengestelde directiecomité één of meerdere werkgroepen samenstellen waarbij in voorkomend geval de bijstand ingeroepen wordt van leden van het expertencomité bedoeld in artikel 8.

§ 4. De instantie wordt opgenomen in AEF-Europa, die de administratieve en financiële zaken waarneemt.

§ 5. Het directiecomité stelt het huishoudelijk reglement van de instantie op en legt het voor aan de gezamenlijke goedkeuring van de Regeringen en het College.

§ 6. De leden van het comité bedoeld in artikel 6, § 1, lid 1, 1°, 2° en 3°, krijgen hun reiskosten terugbetaald die ze hebben gemaakt in de uitvoering van hun opdracht. Daarbij worden de geldende regels voor het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap nageleefd. Daartoe worden ze gelijkgesteld met ambtenaren houder van een graad gerangschikt in rang 12.

Art. 7. § 1. De uitvoerende cel bedoeld in artikel 5, hierna de cel genoemd, is minstens samengesteld uit :

1° een coördinator;

2° een administratief personeelslid.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen kunnen de Regeringen en het College het aantal leden van de cel verhogen.

De leden van de cel kunnen :

1° ofwel personeelsleden van de diensten van de Regeringen of het College zijn;

2° ofwel personeelsleden zijn aan wie om redenen van een opdracht een verlof wordt toegekend, overeenkomstig artikel 6 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

3° ofwel personeelsleden zijn die met een arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen in het kader van een deskundigenopdracht.

§ 2. De uitvoerende cel wordt ermee belast :

1° het dagelijks beheer van de positioneringsaanvragen te beheren;

2° het secretariaat van het directiecomité waar te nemen;

3° als nationaal coördinatiepunt op te treden in het kader van het Europees kwalificatiekader;

4° het register van de voor het publiek toegankelijke kwalificaties te beheren.

Art. 8. § 1. Het expertencomité bedoeld in artikel 5 wordt ermee belast het directiecomité te voorzien van :

1° zijn adviezen over het beleid dat het directiecomité voert of dient te voeren;

2° elke nuttige informatie voor de verbetering van de werking van de regeling en de evaluatie van de invoering ervan.

2° het expertencomité is a rato van één zetelend lid en één plaatsvervangend lid per categorie samengesteld uit vertegenwoordigers van :

1° het universitair hoger onderwijs;

2° het hogescholenonderwijs ;

3° het artistiek hoger onderwijs;

4° het gewoon secundair onderwijs;

5° het gespecialiseerd secundair onderwijs;

6° het onderwijs van sociale promotie;

7° de algemene inspectiedienst;

8° AEQES;

9° FOREm;

10° Brussel-Vorming;

11° IFAPME;

12° SFPME;

13° vzw FEBISP, de Brusselse federatie van instellingen voor inschakeling in de maatschappij en het beroepsleven en de inschakelingsbedrijven;

14° de "Interfédération des entreprises de formation par le travail et des organismes d'insertion socioprofessionnelle" (INTERFEDE);

15° het consortium voor de validering van de competenties.

Het comité telt daarnaast :

1° drie vertegenwoordigers van de werkgevers;

2° drie vertegenwoordigers van de werknemers.

De Regeringen en het College leggen de samenstelling van het expertencomité op de gezamenlijke voordracht van de Ministers bevoegd voor onderwijs en vorming vast. De leden zijn aangewezen voor een ambtstermijn van vier jaar.

Plaatsvervangers zetelen in de afwezigheid van gewone leden.

§ 3. Het directiecomité vergadert met het expertencomité minstens één keer per jaar en telkens als het nodig is.

§ 6. De experts bedoeld in paragraaf 2 krijgen hun reiskosten terugbetaald die ze hebben gemaakt in de uitvoering van hun opdracht. Daarbij worden de geldende regels voor het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap nageleefd. Daartoe worden ze gelijkgesteld met ambtenaren houder van een graad gerangschikt in rang 12.

Art. 9. § 1. De raad van beroep bedoeld in artikel 5 is samengesteld uit :

1° twee vertegenwoordigers van de Waalse Regering voorgedragen door de Minister bevoegd voor Tewerkstelling en Beroepsopleiding;

2° drie vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap, voorgedragen door, voor de eerste, de Minister bevoegd voor het verplicht onderwijs, de tweede door de Minister bevoegd voor sociale promotie en de derde door de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs;

3° één vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie voorgedragen door de Minister bevoegd voor Beroepsopleiding;

4° de voorzitter van het directiecomité, die het dossier uiteenzet.

De Regeringen en het College leggen gezamenlijk de samenstelling van de raad van beroep vast.

§ 2. De vertegenwoordigers van de Regeringen en het College hebben stemrecht. De voorzitter van het directiecomité heeft een raadgevende stem.

De coördinator van de uitvoerende cel neemt het secretariaat van de raad van beroep waar.

§ 3. De raad van beroep vervult de volgende opdrachten :

1° de door een operator van het onderwijs, de beroepsopleiding of de validering van de competenties tegen de positioneringsbeslissingen van het directiecomité ingediende beroepen behandelen en erover beslissen;

2° de betwistingen inzake beslissingen die in het directiecomité ontstaan zijn en die door één van de leden van bedoeld comité bij de raad te berde zijn gebracht, beoordelen zoals bepaald in artikel 6, § 2, lid 5.

§ 4. De beslissingen van de raad van beroep worden in hoogste aanleg genomen.

Art. 10. De Regeringen en het College maken in voorkomend geval hun gezamenlijke aanbevelingen aan de instantie over, met name over de nadere werkingsregels.

TITEL V. — Positioneringscriteria en -processen

HOOFDSTUK I. — *Criteria*

Art. 11. Om in het CFC gepositioneerd te worden, moet een kwalificatie noodzakelijkerwijs tegelijk aan vier volgende criteria voldoen :

1° ontvankelijkheid : de kwalificaties moeten erkend en gevalideerd worden door de overheden en vallen onder publieke onderwijs- en vormingsoperatoren als bevoegde overheden;

2° relevantie : de kwalificatie moet in overeenstemming zijn met een significant en samenhangend geheel van leertermen die voor wat betreft de beroepsopleiding de opname op of het behoud op de arbeidsmarkt en voor wat betreft het onderwijs ofwel de voortzetting na afloop van een bepaalde cyclus van studies in een latere cyclus ofwel de opname op de arbeidsmarkt mogelijk maakt;

3° beoordeling van de eindtermen : de kwalificatie moet het resultaat zijn van een vormelijk evaluatieproces waarbij de bevoegde overheid vaststelt dat de eindtermen van de lerende overeenstemmen met een bepaalde norm;

4° voorhanden zijn van één of meerdere kwaliteitsbeheersregeling(en) : die regeling(en) moeten in overeenstemming zijn met de gemeenschappelijke kwaliteitsbeheersprincipes van het CFC opgenomen in bijlage 2.

HOOFDSTUK II. — *Beslissing*

Art. 12. De positionering van een kwalificatie op een bepaald niveau van het CFC wordt door de instantie bedoeld in artikel 4 vastgelegd door ze te vergelijken met de eindtermen die gekwalificeerd zijn in de generieke descriptorren van het CFC.

De instantie verantwoordt de aangenomen positionering met behulp van de elementen die in overweging genomen worden bij de omschrijving van de kennis en de vaardigheden en bij de omschrijving van de context, de autonomie en de verantwoordelijkheid.

HOOFDSTUK III. — *Indiening en behandeling van de positioneringsaanvragen*

Art. 13. De positioneringsaanvraag voor een kwalificatie of voor een reeks kwalificaties wordt, samen met een positioneringsvoorstel, bij de instantie bedoeld in artikel 4 ingediend volgens de nadere regels van het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 6, § 5 :

1° ofwel door SFMQ, voor de opleidingen waarvoor zij een opleidingsprofiel heeft opgesteld;

2° ofwel door ARES, voor de opleidingen waarvoor zij een competentiereferentiekader heeft opgesteld;

3° ofwel voor de beroepsopleidingen die niet bedoeld zijn in punt 1° op initiatief van een publieke beroepsopleidingenoperator of van het consortium voor de validering van de competenties;

4° ofwel op initiatief van één van de bevoegde algemene raden, wat betreft de opleidingen ingericht in het secundair door het verplicht onderwijs en het onderwijs van sociale promotie, behoudens de vormingen bedoeld onder punt 1°;

5° ofwel op initiatief van de "Conseil supérieur des Sports" opgericht bij het decreet van 20 oktober 2011 tot oprichting van de "Conseil supérieur des Sports" wat betreft de opleidingen tot de sportberoepen.

Art. 14. Onverminderd de bepalingen van artikel 20 worden de kwalificaties die niet aanleunen tegen een SFMQ-opleidingsprofiel of een competentiereferentiekader van ARES kwalificatie per kwalificatie gepositioneerd, overeenkomstig artikel 13.

De positionering, certificatie per certificatie, wordt verantwoord vanaf de criteria bedoeld in artikel 11 en de overeenstemming met de generieke descriptorren bedoeld in artikel 12.

Art. 15. § 1. Wanneer de positioneringsaanvraag bij de instantie bedoeld in artikel wordt ingediend overeenkomstig artikel 13, lid 1, 1°, 2° of 4°, wordt hij onmiddellijk behandeld bij het directiecomité bedoeld in artikel 6.

Bij die aanvraag worden elk bewijsstuk en, minstens, elk vormingsprofiel voor SFMQ en het competentiereferentiekader voor de algemene raden en ARES gevoegd.

Wanneer de kwalificatie die gepositioneerd moet worden op niveau 5 voorgesteld wordt, richt de uitvoerende cel bedoeld in artikel 7 het dossier ter advies aan ARES voordat het comité de aanvraag behandelt. Wanneer de kwalificatie die gepositioneerd moet worden op niveau 5 voorgesteld wordt, richt de uitvoerende cel bedoeld in artikel 7 het dossier ter advies aan ARES voordat het comité de aanvraag behandelt.

§ 2. Wanneer de positioneringsaanvraag bij de instantie bedoeld in artikel 4 wordt ingediend overeenkomstig artikel 13, lid 1, 3° of 5°, moet daarbij elk bewijsstuk worden gevoegd, en minstens drie volgende documenten :

1° referentiekader van het beroep;

2° een referentiekader van de opleiding, opgedeeld in eindtermen en waarbij de nadere regels en de criteria voor de beoordeling van de opgedane kennis worden bepaald;

3° een omschrijving van de aangewende kwaliteitsbeheersmechanismen.

De uitvoerende cel maakt de referentielijsten van het beroep bedoeld in vorig lid, 1°, over aan SFMQ. In de drie maanden na ontvangst van het dossier maakt SFMQ door toedoen van zijn Kamer van Beroepen de instantie een gemotiveerd advies over betreffende de gepastheid om het desbetreffende beroep in een cluster op te nemen die reeds omschreven of door SFMQ te omschrijven is. Als die relevantie erkend is, wordt de betrokken cluster al naar gelang door de Kamer van beroepen opgericht of aangepast.

Bij gunstig advies maakt de uitvoerende cel de documenten bedoeld in lid 2, 2° en 3°, over,

1° aan SFMQ wanneer de voorgestelde positionering van niveau 1, 2, 3 of 4 is;

2° aan ARES wanneer de voorgestelde positionering van niveau 6, 7 of 8 is;

2° aan SFMQ en ARES wanneer de voorgestelde positionering van niveau 5 is.

In de drie maanden na ontvangst van het dossier maakt SFMQ door toedoen van zijn Kamer van Beroepen-Opleidingen en/of door ARES de instantie bedoeld in artikel 4 een gemotiveerd advies over.

Bij ongunstig advies van de Kamer van Beroepen van SFMQ kan de kwalificatie niet gepositioneerd worden.

Art. 16. Bij oneigheid in verband met de positionering aangenomen door de instantie voor één van de kwalificaties beschikt de actor die de positionering voorgesteld heeft (SFMQ, ARES, een onderwijsoperator of beroepsopleidingenoperator of het consortium voor de validering van de competenties) bij de raad van beroep bedoeld in artikel 9 over een recht van beroep tegen de genomen positioneringsbeslissing.

Op straffe van nietigheid wordt het beroep bij de voorzitter van het directiecomité bedoeld in artikel 6, § 1, ingediend binnen de dertig dagen na mededeling van de omstreden beslissing.

Art. 17. Om de verschillende actoren de mogelijkheid te bieden snel in te spelen op de ontwikkeling van hun sector, waakt de instantie erover de administratieve behandeling van de processen bedoeld in de vorige artikelen te optimaliseren; het administratief beheer van de dossiers moet plaats vinden in de dynamiek van administratieve vereenvoudiging en -government.

TITEL V. — Financiering

Art. 18. De Regeringen en het College waken erover dat de werkingskosten van de stuur- en positioneringsinstantie inbegrepen zijn in de dotatie die door de Regeringen en het College toegekend wordt aan AEF-Europa.

Het samenwerkingsakkoord van 19 oktober 2006 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest m.b.t. de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma inzake levenslange opvoeding en vorming en m.b.t. de oprichting van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" wordt dienovereenkomstig gewijzigd.

De Regeringen en het College kunnen een beroep doen op de Europese fondsen om bij te dragen tot de financiering van de kosten bedoeld in vorig lid.

Art. 19. De Regeringen en het College beschikken over de mogelijkheid om het in artikel 6 bedoelde directiecomité van de instantie te vragen advies uit te brengen of een projectgroep op te richten voor de beoordeling en de validering van een bijzondere regeling. Als het directiecomité de opdracht aanvaardt en dat die opdracht bijkomende kosten doet ontstaan, worden alle werkingskosten en uitgaven op de aanvragende partij afgewenteld.

TITEL VI. — Overgangsbepalingen

Art. 20. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 12 tot 15 kunnen de kwalificaties verstrekt door de actoren bedoeld in artikel 2, § 2, voor inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord, met het oog op de onmiddellijke operationalisering van CFC en voor zover ze niet betrekking hebben op een vormingsprofiel ontwikkeld door SFMQ gepositioneerd worden via een vereenvoudigde procedure.

De geldigheid voor die positionering door de vereenvoudigde procedure wordt beperkt tot twee jaar vanaf de mededeling bedoeld in artikel 6, § 3, 3°. De Regeringen en het College zijn gemachtigd om samen die duur te verlengen met periodes van twee jaar voor zover de gepositioneerde kwalificaties op het tijdstip van de hernieuwing niet altijd aanleunen bij een door SFMQ ontwikkeld vormingsprofiel.

De actoren bedoeld in artikel 2, § 2, die de positionering van de kwalificaties bedoeld in lid 1 wensen voor te stellen maken de uitvoerende cel bedoeld in artikel 7 een dossier over met als inhoud :

- de benaming van de kwalificatie;
- een voorstel tot positionering en de verantwoording ervan;
- een referentiekader van het beroep;
- een referentiekader van de vorming met de weergave van onder meer de nadere beoordelingsregels van de eindtermen.

Als een groep kwalificaties ter positionering voorgesteld wordt, moeten de kwalificaties van de groep

1° éénzelfde CFC-niveau beogen;

2° gemeenschappelijke kenmerken vertonen (bijv. inzake toegangsvoorwaarden, vroegere opleidingen...) die de groepering ervan verantwoorden; de verantwoording van de groepering moet door de betrokken actoren gebeuren.

Het directiecomité bedoeld in artikel 5 bevestigt de voorgestelde positionering. Indien gewenst kan bedoeld comité al naar gelang voor de bevestiging een advies van SFMQ en/of ARES aanvragen.

De kwaliteit van de positionering van de in het CFC op grond van die vereenvoudigde procedure gepositioneerde kwalificaties wordt gewaarborgd door de demarches inzake kwaliteitsbeheer, uitgevoerd door de actoren bedoeld in artikel 2, § 2.

Het directiecomité beoordeelt, in voorkomend geval na een advies van SFMQ en/of ARES ingewonnen te hebben, de geldigheid van die positioneringen tegen het licht van de criteria van artikel 11. Het zal van de betrokken operatoren de aanpassingen kunnen vragen in termen van omschrijving en/of beoordeling of kwalificering van de eindtermen of bij ontstentenis het positioneringsniveau te wijzigen.

Overeenkomst gesloten te Brussel, 26 februari 2015.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Opvoeding, Cultuur en Kind,
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President, Minister van het Hoger onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. I. SIMONIS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitster, Minister belast met het Onderwijs,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Beroepsvorming,
D. GOSUIN

BIJLAGE 1

GENERIEKE DESCRIPTOREN VAN HET FRANSTALIGE KWALIFICATIEKADER

Niveaus	Kennis, vaardigheden	Context, autonomie en zelfstandigheid
1	Kennis, vaardigheden en vaardigheden inzake gedragingen zonder verwijzing naar een specifiek werk- of een studiegebied om eenvoudige en terugkerende taken in het kader van het weergeven van eenvoudige processen uit te voeren	Handelen onder rechtstreeks toezicht in een gestructureerde en bepaalde context die valt onder een niet-specifiek werk- of studiegebied
2	Kennis, vaardigheden en basisvaardigheden inzake gedragingen van een specifiek werk- of een studiegebied om in het kader van de toepassing van eenvoudige en standaardprocessen een geheel van taken uit te voeren zonder de methoden/instrumenten/materialen te moeten kiezen	Handelen onder toezicht in gekende en bepaalde contexten gebonden aan een specifiek werk- of studiegebied, met een enige zelfstandigheid beperkt tot de uitvoering van taken
3	Kennis, vaardigheden en algemene vaardigheden inzake gedragingen van een specifiek werk- of een studiegebied om in het kader van de toepassing van complexe processen een geheel van taken uit te voeren waarbij de methoden/instrumenten/materialen gekozen moeten worden	Handelen met een enige autonomie en zelfstandigheid beperkt tot de keuzen bepaald en uitgevoerd in karakteristieke toestanden van een werk- of studiegebied waarin een beperkt aantal factoren veranderen.
4	Kennis, vaardigheden en algemene vaardigheden inzake gedragingen van een specifiek werk- of een studiegebied om aangepaste informatie te zoeken en te kiezen teneinde kennis/methoden/praktijken te mobiliseren en te integreren voor het oplossen van concrete problemen waarvan de tekens duidelijk zijn en waarvan de mogelijke oplossingen beperkt zijn	Handelen met enig initiatief in karakteristieke toestanden van een werk- of studiegebied waarin een belangrijk aantal voorspelbare factoren kunnen veranderen en volledige verantwoordelijkheid voor eigen werk opnemen.
5	Kennis, vaardigheden en algemene vaardigheden inzake gedragingen van een specifiek werk- of een studiegebied om informatie te analyseren, aan te vullen of te articuleren op basis van de kennis/methoden/praktijken van zijn deskundigheid teneinde ze te reorganiseren en aangepaste oplossingen te vinden in het kader van het oplossen van abstracte problemen waarvan de tekens niet duidelijk zijn en waarvan de mogelijke oplossingen gevarieerd zijn.	Handelen met een ruime mate van initiatief in karakteristieke toestanden van een werk- of studiegebied waarin de veranderingen onvoorspelbaar zijn en volledige verantwoordelijkheid voor eigen werk opnemen.
6	Kennis, vaardigheden en algemene vaardigheden inzake gedragingen van een specifiek werk- of een studiegebied om te getuigen van het begrijpen en het kritisch gebruiken van de kennis/methoden/praktijken van zijn deskundigheid alsook van de verschillende dimensies en vereisten van de toestand om relevante (of nieuwe) oplossingen te formuleren en/of uit te voeren in het kader van het oplossen van complexe problemen of toestanden	Volledig autonoom handelen en verantwoordelijkheid op zich nemen in karakteristieke toestanden van een werk- of studiegebied waarin de veranderingen onvoorspelbaar zijn
7	Kennis, vaardigheden en hoog gespecialiseerde vaardigheden inzake gedragingen van een specifiek werk- of een studiegebied om te getuigen van een beheer en een kritische beoordeling in verband met de kennis/methoden/praktijken van zijn deskundigheid en andere deskundigheden om innoverende oplossingen te formuleren en/ of uit te voeren in het kader van de ontwikkeling van kennis, projecten (of procedures)	Volledig autonoom handelen en verantwoordelijkheid op zich nemen in nieuwe toestanden van een werk- of studiegebied of tussen verschillende gebieden.
8	Kennis, vaardigheden en hoog gespecialiseerde vaardigheden inzake gedragingen van een specifiek werk- of een studiegebied of van verschillende gebieden om te kunnen getuigen van een erkende deskundigheid in verband met de kennis/methoden/praktijken van zijn deskundigheid en van andere deskundigheden om op gewoontelijke en significante wijze de bestaande kennis (en procedures) uit te breiden en opnieuw te definiëren in het kader van het onderzoek en/of de innovatie	Volledig autonoom handelen en verantwoordelijkheid op zich nemen in geavanceerde toestanden van een werk- of studiegebied of tussen verschillende gebieden.

BIJLAGE 2

**GEMEENSCHAPPELIJKE BEGINSELEN BETREFFENDE HET BEHEER VAN DE KWALITEIT
IN HET FRANSTALIG KWALIFICATIEKADER****Beginsel 1 :**

Het beheer van de kwaliteit vormt de basis van alle niveaus van het Gelet op de verscheidenheid van de opvoedings-, opleidings- en valideringsoperatoren, in het bijzonder wat betreft hun structuren, hun opdrachten en hun begunstigen, coëxisteren kwaliteitsbeheersystemen binnen hetkwalificatiekader.

Beginsel 2 :

Het beheer van de kwaliteit maakt integraal deel uit van de opdrachten van de opvoedings-, opleidings- en valideringsinstellingen of -operatoren. Het beheer van de kwaliteit valt onder de verantwoordelijkheid van de eenheden die de onderwijsprogramma's, de opleidings- of valideringsreferentiële uitvoeren en die de leerresultaten beoordelen.

Beginsel 3 :

Het beheer van de kwaliteit moet een regelmatige evaluatie van de opvoedings-, opleidings- en valideringsinstellingen of -operatoren, hun programma's of hun kwaliteitsbeheersystemen door externe controle instanties of -agentschappen omvatten.

Beginsel 4 :

Deze controle instanties of -agentschappen moeten ook door derde organismen regelmatig worden gecontroleerd.

Beginsel 5 :

Het beheer van de kwaliteit omvat met name de context, input, proces en output omvatten en tegelijk de nadruk leggen op output en leerresultaten.

Beginsel 6 :

Kwaliteitsbeheersystemen moeten de volgende elementen omvatten :

- modaliteiten voor de concrete uitvoering, met inbegrip van de betrokkenheid van de belanghebbenden;
- geschikte middelen;
- consequente evaluatiemethoden, die zowel zelfbeoordeling als externe beoordeling omvatten;
- feedbackmechanismen en procedures voor verbeteringen;
- evaluatieresultaten die toegankelijk zijn voor een ruim publiek.

Elke opvoedings-, opleidings- en valideringsinstelling of -operator voert een kwaliteitsbeheersysteem in dat de hierboven vermelde punt volgens zijn specificiteiten omvat en dat deelneemt aan een aanpak gegrond op de leerresultaten.

De op de leerresultaten gegronde aanpak omvat :

- de beschrijving van de leerresultaten;
- de modaliteiten voor de evaluatie van de leerresultaten;
- de modaliteiten voor de kwalificatie van de leerresultaten.

Beginsel 7 :

Het beheer van de kwaliteit moet een samenwerkingsproces zijn waarbij alle belanghebbenden voor elk niveau en opvoedings-, opleidings- en valideringssysteem betrokken worden.

Beginsel 8 :

De initiatieven betreffende het beheer van de kwaliteit worden op het niveau van het ...kwalificatiekader gecoördineerd met inachtneming van de Europese beginselen inzake de kwaliteit voor de opvoeding, de opleiding en de validering.

Beginsel 9 :

Kwaliteitsbeheersrichtsnoeren op Europees en internationaal niveau kunnen als referentie dienen voor de ontwikkeling van de kwaliteitsbeheersystemen op het niveau van het ... kwalificatiekader.